

Service prévention des risques anthropiques
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 19 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TSM

2 rue de Kingersheim
68120 Richwiller

Références : 25-458_LG/AR
Code AIOT : 0006700638

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 août 2025 de l'établissement TSM implanté 2 rue de Kingersheim à Richwiller (68120). L'inspection a été annoncée le 07/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la prononciation de la liquidation judiciaire de la société Traitements de Surface et Mécanique - TSM Grand Est, en date du 29 janvier 2025, par le Tribunal Judiciaire de Mulhouse, l'Inspection s'est rendue sur le site le 08 avril 2025 et a constaté que le site n'était pas mis en sécurité. Des demandes d'actions correctives et un arrêté de mise en demeure (daté du 15 juin 2025) ont été actées suite à cette visite. La présente inspection du 28 août 2025 a pour objectif le suivi de la mise en sécurité et de la procédure de cessation d'activité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TSM
- 2 rue de Kingersheim 68120 Richwiller
- Code AIOT : 0006700638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site a été exploité dès 1968 par la société Traitements de Surface NOBEL BOZEL (TSNB).

En 1977, TSNB a informé par courrier le préfet du changement de raison sociale en « Traitements de surface et Mécanique - TSM ».

Les activités exercées sur le site étaient : chromage, nickelage électrolytique, nickelage chimique, préparation de l'aluminium avant chromage et préparation de l'aluminium avant nickelage chimique.

L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-071-17 du 12 mars 2009.

L'exploitant a notifié la cessation d'activité du site par courrier en date du 04 février 2025, suite à la prononciation de la liquidation judiciaire de la société.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Réhabilitation	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de cessation d'activité et détermination de l'usage futur	AP de Mise en Demeure du 15/06/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité n'est pas finalisée : le site n'est pas clôturé en totalité, les produits dangereux n'ont pas tous été évacués. Aucun diagnostic de l'état des sols et des eaux souterraines et aucune surveillance des effets de l'installation sur l'environnement n'a été réalisée dans le cadre de la cessation d'activité du site.

Il est rappelé que le rapport de l'inspection fait le 08 avril 2025 demande que la mise en sécurité soit finalisée sous quatre mois, soit d'ici le mois d'octobre 2025.

Le site n'est pas réhabilité et aucun mémoire de réhabilitation, accompagné d'une ATTES-MEMOIRE, n'a été transmis à l'Inspection.

Une mise en demeure est proposée sur ces points (voir les fiches de constat 3 et 4).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation d'activité et détermination de l'usage futur

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/06/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : La société TRAITEMENTS DE SURFACE ET MECANIQUE - TSM GRAND EST (SIRET : 912 645 892 00015), dont le siège social est situé au 2 rue de Kingersheim à Richwiller (68120), représentée par son liquidateur judiciaire, est mise en demeure, pour ses installations situées à la même adresse, de respecter les dispositions prévues par les articles R. 512-39-1, R. 512-39-2 et de l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009 susvisé, en réalisant les actions décrites dans les paragraphes ci-après. Les délais ci-après sont définis à compter de la notification du présent arrêté. ➤ Mise en sécurité du site Dans un délai de quinze jours à compter de la réception du présent arrêté, le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant doit compléter la notification de cessation d'activité par la description des mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité et le calendrier associé à la mise en œuvre de ces mesures, conformément à l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement. Les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité du site doivent répondre aux dispositions de l'article R. 512-75-1 IV du Code de l'Environnement, à savoir : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. Dès que les mesures de mise en sécurité sont mises en œuvre, conformément au calendrier, il doit faire attester cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués (attestation dite "ATTES-SECUR"). ➤ Détermination de l'usage futur Dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent arrêté, le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, doit proposer un usage futur des terrains concernés à la collectivité compétente en matière d'urbanisme et au propriétaire des terrains, conformément à l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement. Pour cela, l'exploitant doit transmettre au maire de Richwiller et au propriétaire des terrains les plans du site et les études et rapports sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. [...]

<p>Constats :</p> <p>Le liquidateur judiciaire a mandaté un bureau d'études afin de compléter la notification et la procédure de détermination de l'usage futur, pour répondre à la mise en demeure du 15 juin 2025. A ce jour, l'inspection reste dans l'attente de l'envoi du calendrier prévisionnel de mise en sécurité et de la proposition d'usage futur faite au maire et au propriétaire.</p> <p>Certaines mesures de mise en sécurité ayant été initiée, le calendrier prévisionnel précisera les mesures déjà effectuées et celles qui restent à faire.</p> <p>Il est rappelé au liquidateur judiciaire la nécessité d'effectuer ces démarches dans les meilleurs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>> Produits dangereux et déchets :</u></p> <p>Lors de l'inspection du 28 août 2025, il a été constaté qu'un certain nombre de GRV de produits dangereux ont été évacués. La présence d'une citerne de GRV a été constatée.</p>

Le mandataire judiciaire a transmis les certificats d'acceptation préalable et les bordereaux de suivis de déchets correspondants aux produits évacués. Il s'agit de :

- 2 tonnes d'acide martensitique
- 21 tonnes d'acide+ nickel dilué
- 5 tonnes de bain de passivation acide nitrique
- 9 tonnes de bain de décapage

D'après le devis du 17 mars 2025 transmis par l'exploitant, il resterait encore environ 90 tonnes de produits à évacuer. Le mandataire judiciaire a indiqué qu'une deuxième phase d'évacuation des produits est prévue, mais n'a pas pu communiquer de date précise à l'Inspection.

A l'arrière du bâtiment il a été constaté la présence de cuves. Le mandataire judiciaire a déclaré que ces cuves auraient été vidées depuis la dernière visite d'inspection. Toutefois aucun document justifiant de la vidange n'a été transmis à l'inspection.

De plus, l'une de ces cuves est fuyarde, du produit jaune (probablement du chrome) coulait au goutte à goutte sur le sol, non imperméabilisé. A cet endroit, une tâche jaune est présente sur le sol. Suite à l'inspection, le liquidateur judiciaire a indiqué avoir couvert la cuve afin de la protéger des intempéries.

Dans le cadre de la mise en sécurité du site, les cuves de produits dangereux vidangées doivent aussi être nettoyées. Dans le cas où elles restent imprégnées de produits, elles doivent être évacuées du site. Les déchets issus du nettoyage et/ou les cuves imprégnées sont évacués dans une installation dûment autorisée à les prendre en charge au titre du Code de l'environnement. Ils sont orientés vers la filière de traitement adaptée en tenant compte de la hiérarchie des modes de traitement et le principe de proximité géographique prévus à l'article L.541-1 du Code de l'environnement.

> Accès au site :

Le site n'est toujours pas totalement clôturé sur les parties sud et ouest.

> Risques incendie et d'explosion :

Il a été constaté que la cuve de gaz n'est plus présente sur le site.

> Effets de l'installation sur son environnement :

Le liquidateur a mandaté un bureau d'études pour la reprise du suivi de la qualité des eaux souterraines. Celui-ci n'a pas encore été réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de quinze jours, le liquidateur judiciaire, en tant qu'exploitant, doit transmettre tout document justifiant de la vidange des cuves extérieures et de l'évacuation de la cuve de gaz.

Il est aussi rappelé au liquidateur judiciaire que le rapport de la précédente inspection (daté du 22 mai 2025) demande :

- sous un mois :
 - évacuer l'intégralité des produits dangereux et déchets présents sur le site. Les documents justifiant de l'évacuation des déchets et produits (bordereaux de suivi des déchets, etc.) doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;

<ul style="list-style-type: none"> ◦ assurer la limitation des accès au site, en clôturant la totalité du site et en maintenant fermés les accès en dehors des heures de présence sur site ; • Sous quatre mois, l'établissement d'un diagnostic de l'état des sols et des eaux souterraines et assurer la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement, aussi bien sur site que, en tant que de besoin, hors site. Il doit reprendre le suivi des eaux souterraines prescrit par l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009. • Sous quatre mois maximum, le site doit être mis en sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. [...]</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.</p> <p>Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt</p>

ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site. [...]

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient, en outre, l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. [...]

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

Constats :

La société ayant été placée en liquidation judiciaire le 29 janvier 2025, et que cela met fin définitivement à l'activité de l'établissement, le mémoire de réhabilitation aurait dû être transmis avant le 29 juillet 2025.

Or, à ce jour, aucun mémoire de réhabilitation ni ATTES-MEMOIRE, n'ont été portés à la connaissance de l'Inspection.

Le mémoire de réhabilitation, qui inclut le plan de gestion des pollutions identifiées, est un préalable nécessaire et indispensable à la réhabilitation du site puisqu'il définit les travaux et l'ensemble des mesures de gestion des pollutions à mettre en œuvre, afin de mettre en compatibilité le site avec l'usage futur déterminé et placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts protégés (articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement) sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité, conformément à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une mise en demeure est proposée.

Dans un délai de six mois, le liquidateur judiciaire, en tant que représentant de l'exploitant, doit transmettre à l'inspection un mémoire de réhabilitation, accompagné d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site (« ATTES-MEMOIRE »).

Le mémoire de réhabilitation doit comprendre l'ensemble des éléments listés aux articles R. 512-39-3 et R. 515-75 du code de l'environnement, à savoir :

<ul style="list-style-type: none"> • un diagnostic des milieux proportionné aux enjeux et comprenant une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59, • les objectifs de la réhabilitation, • un plan de gestion des pollutions, conforme à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.</p> <p>L'entreprise chargée de fournir l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut pas être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux.</p> <p>Dans le cas où l'exploitant ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il remet au préfet, en même temps que l'attestation prévue aux alinéas précédents, un projet de secteur d'information sur les sols au sens de l'article L. 125-6. [...]</p>
Constats :

Il a été constaté que, à l'emplacement des anciens bains de traitement des métaux, les terres, manifestement souillées par les produits qui y étaient utilisés, sont toujours en place, comme déjà constaté lors de la précédente inspection du 08 avril 2025. Par ailleurs, le site est à l'origine d'une pollution des eaux souterraines au chrome VI, ce qui a conduit à la mise en place d'une restriction d'usage de l'eau sur une partie des communes de Richwiller et Kingersheim (Arrêté préfectoral n° 20101537 du 02 juin 2010). Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est également prescrite (Arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2019).

A ce jour, du fait de l'absence de transmission d'un mémoire de réhabilitation et de mise en œuvre des travaux de réhabilitation qui y seraient définis, le site ne peut pas être considéré comme réhabilité, c'est-à-dire que, conformément à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, il n'est ni compatible avec l'usage futur ni placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts protégés (articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement) sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une mise en demeure est proposée, sur le respect de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Comme détaillé dans le point de contrôle précédent, le mémoire de réhabilitation et l'ATTES MEMOIRE sont attendus dans un délai de six mois. Le liquidateur judiciaire doit ensuite mettre en œuvre les travaux de réhabilitation selon le plan de gestion et le calendrier prévisionnel détaillé dans ce mémoire de réhabilitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Mise en sécurité



grv_de_produits_restants.jpg

N°4 : Réhabilitation



sol_souille_(ancien_emplacement_des_bains).jpg